

26 septembre 2024 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Conférence de presse conjointe avec le Premier ministre du Canada, Justin Trudeau.

Emmanuel MACRON

Merci, Monsieur le Premier ministre. Merci, cher Justin, merci pour l'accueil chaleureux réservé dès hier soir à Ottawa et à Montréal aujourd'hui. C'est un très grand honneur pour ma délégation et moi-même de rendre visite, pas simplement à un pays ami, mais avec lequel les liens sont fraternels et tissés génération après génération.

Je crois qu'on l'a ressenti encore avec beaucoup de force en juin dernier, quand vous nous avez fait l'amitié d'être présent aux commémorations du 80<sup>e</sup> anniversaire du Débarquement sur les plages de Normandie, et Juno Beach est gravée dans nos mémoires.

Maintenant, nous sommes de tous les combats, dans les enceintes internationales où nous agissons, comme le Premier ministre vient de le dire, main dans la main, qu'il s'agisse du G7, et l'année prochaine, le Canada aura la présidence et la France prendra le relais, ce qui est un élément de coordination important, comme nous l'avions fait il y a quelques années ensemble, à l'OTAN comme à l'OIF et encore à New York, lors de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Cette fraternité franco-canadienne, elle est mise à l'épreuve, en tout cas, elle est testée par les nombreuses crises. Je crois pouvoir dire que nous avons une vision commune et une action commune face à celles-ci, et je veux vous en remercier. Le Canada et la France partagent la même détermination à soutenir l'Ukraine. Et je veux dire ici combien, pour les Européens, votre engagement, malgré l'océan qui nous sépare, n'est pas simplement apprécié, mais déterminant dans la guerre que mène le peuple ukrainien pour résister à l'agression russe et sauver son territoire. Et donc, soutenir l'Ukraine aussi longtemps et autant que nécessaire. Et face à cette guerre d'agression, nous avons réagi avec résolution et vous avez vraiment incarné, Monsieur le Premier ministre, cette action et nous continuerons de le faire dans la durée.

S'agissant de la situation au Proche-Orient, notre position est très claire et je me retrouve dans les propos que vous venez d'avoir. Nous demandons un cessez-le-feu immédiat à Gaza comme sur la ligne bleue. À Gaza, le calvaire de nos otages et des Gazaouis n'a que trop duré. Un plein accès humanitaire doit être garanti, il ne l'est toujours pas, et cette situation insupportable doit enfin cesser. Je compte sur tous nos partenaires pour mettre la pression nécessaire et nous accompagner, pas simplement en mots, mais en actes, et travailler à une perspective politique.

Nous en avons discuté avec le Premier ministre. Nous sommes l'un et l'autre convaincus que c'est la solution politique et celle des deux États qui, seule, peut donner une paix durable dans la région. Mais la prolongation de la guerre à Gaza favorise une extension régionale du conflit extrêmement préoccupante dont le Liban est la principale victime aujourd'hui.

Le nombre de victimes civiles des frappes israéliennes au Liban de ces derniers jours est absolument choquant et je veux ici redire notre solidarité au peuple libanais. La France, qui a toujours été claire et évidemment, a fermement condamné, et de manière systématique, toutes les frappes et les agissements du Hezbollah, qu'ils touchent d'ailleurs les populations libanaises elles-mêmes et Israël, la France s'oppose à ce que le Liban devienne un nouveau Gaza. Israël doit cesser ses frappes, et le Hezbollah, sortir de sa logique de représailles.

Il y a une voie diplomatique. Elle est exigeante. Nous sommes prêts à y contribuer avec les États-Unis, c'est ce que nous avons proposé aux parties prenantes hier, et garantir la sécurité des populations de part et d'autre, ainsi que le retour des populations civiles dans leurs foyers. Dans ce contexte, nous pourrions y revenir dans le cadre des questions, nous n'oublions pas aussi le peuple haïtien, dont la vie quotidienne est ravagée par la violence des gangs. Le chemin vers un retour de la sécurité passe par un renouvellement du mandat de la mission internationale, un engagement plus important de l'ONU et également un engagement de tous.

Je veux saluer vraiment le rôle très important que joue le Canada, saluer la CARICOM aussi et l'implication de pays qui se sont penchés sur ce dossier avec nous, et l'implication aussi du Kenya, qui a mené un effort considérable. Et à vos côtés, nous prendrons les actions utiles en termes de sanctions ou d'équipement, comme nous l'avons discuté nous-mêmes et au sein des instances européennes. Mais au-delà de ces conflits, l'urgence porte aussi sur nos grands dossiers internationaux. Et là-dessus, Canada et France sont affinitaires, comme on dit.

Le climat et la biodiversité sont au cœur de notre agenda, dans notre transition nationale, mais dans les combats que nous menons à l'international. Le Canada a joué un rôle déterminant pour la réussite de la conférence sur la biodiversité, l'année dernière, et la France aura à reprendre le flambeau avec la Conférence des Nations Unies sur l'océan, l'UNOC, prévue en juin prochain à Nice. Nous visons d'ailleurs à ce qu'il y ait une ratification par plus d'une soixantaine de pays du fameux traité BBNJ, qui a été véritablement l'une des réalisations concrètes de l'agenda que vous avez poursuivi.

Nous avons, dans cette perspective, adopté une feuille de route commune qui vise à améliorer les connaissances sur l'océan, Monsieur le Premier ministre en a rappelé plusieurs des éléments, en particulier les expertises réciproques, l'appui de l'expertise de l'Ifremer pour ce qui concerne la France, et s'engager dans une meilleure protection de l'océan et favoriser l'innovation dans le cadre de projets franco-canadiens. Cette même volonté de mettre l'innovation au cœur de notre partenariat, nous la retrouvons sur le sujet de l'intelligence artificielle. Le Premier ministre a parfaitement décrit la situation. Nous avons deux écosystèmes, à la fois de recherche et entrepreneuriaux et de financements, qui sont extrêmement actifs, qui sont compétitifs.

Nous sommes lucides aujourd'hui sur la place prise par les États-Unis d'Amérique et par la Chine, mais notre volonté par une feuille de route bilatérale, par les échanges, et nous avons eu des gens admirables grâce à votre invitation et je vous en remercie encore, autour de la table, à l'instant, nous voulons avancer sur les partenariats très concrets d'innovation, de développement et de recherche.

Nous voulons aussi contribuer à construire un cadre éthique international de l'intelligence artificielle qui rende ces innovations compatibles avec nos modèles démocratiques et pleinement au service de l'humanité. C'est ce qui nous avait motivé, lors de votre G7, pour mettre en place le Partenariat mondial pour l'intelligence artificielle, poursuivi lors du G7 français en 2019. Et c'est ce même chemin, avec l'appui des organisations internationales compétentes, je pense aux Nations Unies et à l'OCDE, que nous souhaitons poursuivre dans les mois à venir.

La France aura en effet le sommet sur l'intelligence artificielle qui se tiendra en février prochain. Vous aurez ensuite votre G7, puis nous aurons le nôtre et nous poursuivrons avec détermination et cohérence sur ce chemin.

Innovation aussi en matière de transition énergétique : nos deux pays ont vocation à développer des chaînes d'approvisionnement plus résilientes, notamment via des projets dans le secteur des métaux critiques. Nos industriels de l'aéronautique et du ferroviaire travaillent également sur la décarbonation des moyens de transport. Et afin de resserrer ces liens d'innovation économique, vous l'avez rappelé, le Canada sera l'invité d'honneur du salon VivaTech l'année prochaine, ce qui sera un moment important.

Innovation aussi en matière de sécurité et de défense. Nous avons échangé sur nos objectifs dans ce secteur avec la même volonté de disposer de capacités militaires pour faire face aux grands enjeux d'aujourd'hui et de demain.

Cette feuille de route, ce partenariat stratégique renforcé que nous avons adapté, va nous permettre des coordinations plus étroites, en particulier en Europe et en Indo-Pacifique, et nous allons intensifier les échanges sur les besoins en matière d'équipements de défense et lutter ensemble contre toute forme d'ingérence étrangère.

Innovation, enfin, dans le secteur des industries culturelles et créatives. Nous savons à quel point Montréal occupe une place à part dans le monde du jeu vidéo, tandis qu'Ottawa accueille aujourd'hui l'un des plus grands festivals internationaux d'animation et a choisi la France comme invité d'honneur, secteur sur lesquels nous sommes, vous le savez, très engagés, créatifs, et où nous avons non seulement des grandes entreprises, mais beaucoup de jeunes qui les rejoignent.

Enfin, je ne saurais terminer mon propos sans parler de Francophonie, à quelques jours du sommet de l'Organisation Internationale de la Francophonie que nous avons l'immense honneur d'accueillir à Villers-Cotterêts. L'histoire canadienne nous rappelle que les francophones, en particulier minoritaires, sont animés d'une volonté à toute épreuve pour transmettre cette langue aux futures générations et pour en maintenir l'usage. Je l'ai encore mesuré ce matin dans la rencontre tenue à Ottawa. Alors, pour être à la hauteur de cette histoire, il est de notre devoir, en lien avec les autorités fédérales et les provinces, de tendre la main et justement, de permettre à tous ceux qui le veulent, de rejoindre la famille de la Francophonie. C'est la raison pour laquelle nous avons aussi soutenu l'ouverture d'un nouveau lycée français à Halifax, dans les provinces atlantiques, tandis qu'un nouveau projet pourrait voir le jour dans les années à venir à l'ouest.

Dans un pays qui a trois océans pour frontières, je propose de voir plus grand.

Il faut désormais changer d'échelle et mobiliser encore davantage de financements privés au service de cette Francophonie. C'est ce que nous voulons faire. Un Institut français du Canada va poursuivre cette mission pour que tous ceux qui veulent participer à cette aventure puissent y contribuer. Mais je veux personnellement vous remercier, Monsieur le Premier ministre, pour votre vigilance sur ce sujet à l'OIF, évidemment, mais dans toutes les enceintes internationales. Je peux ici en témoigner. J'ai toujours eu à mes côtés un Premier ministre du Canada qui, constamment, a manié les deux langues et constamment, a réservé sa place au français. Je vous en suis infiniment reconnaissant.

Monsieur le Premier ministre, cher Justin, les crises internationales, le climat, la biodiversité, l'intelligence artificielle, nos partenariats bilatéraux, la Francophonie... Nous n'avons pas été complets. Nous avons déjà sans doute été trop longs. Mais à coup sûr, nous avons une amitié nourrie par cette histoire si singulière qu'il y a entre nous de langue, de culture, faite aussi de drames et à laquelle nous tenons. Et vous l'avez dit, l'amitié entre nos peuples a nourri une amitié entre nos nations, des feuilles de route exigeantes entre nos gouvernements et une amitié personnelle entre nous dont je me félicite. Merci infiniment pour l'accueil de ces deux jours.

Merci beaucoup.

Animatrice

Merci beaucoup, Monsieur le Président. Nous allons maintenant commencer à la période des questions : deux questions de la délégation des médias français et deux questions de la délégation des médias canadiens.

Journaliste

Vous avez tous les deux, au nom de vos pays, appelé hier à une trêve de 21 jours pour mettre fin à l'embrasement, on va dire, du Liban. Comment réagissez-vous à la fin de non-recevoir qu'a exprimé M. NETANYAHOU ce matin, en considérant que son armée devait poursuivre avec toute la force nécessaire les frappes et les combats au Liban ? Que faut-il faire pour essayer de ramener Israël à la raison ? Est-ce que vous considérez que cette fin de non-recevoir est définitive ? Et que suggérez-vous, par exemple, aux États-Unis pour, pour contraindre M. NETANYAHOU à accepter cette trêve ? Merci.

Emmanuel MACRON

Merci pour votre question. C'est évidemment aujourd'hui, au cœur de nos inquiétudes, préoccupations et de notre mobilisation. Je l'ai dit, je pense que la proposition qui a été faite et qui a été préparée, négociée avec le Premier ministre NETANYAHOU et ses équipes, à la fois par les Américains et nous-mêmes, est une proposition solide. Elle n'a pas été faite en l'air et je pense que ce serait une faute de la part du Premier ministre de la refuser parce qu'il prendrait la responsabilité d'une escalade régionale, évidemment de nouvelles victimes civiles au Liban, mais une escalade bien au-delà que nul ne maîtriserait. Je ne considère pas que les propos qui ont été rapportés et ceux qu'il a pu avoir devant vos confrères à New-York sont définitifs. Il y a une première réunion qui s'est tenue avec le secrétaire d'État BLINKEN il y a quelques heures à peine. Nous allons poursuivre les contacts et en étroite coordination avec nos partenaires américains, tous nos partenaires mobilisés, dont le Canada, et en échangeant à nouveau nous-mêmes avec les Israéliens, nous allons tout faire pour que cette proposition soit retenue. C'est celle qui nous permettra d'éviter toute escalade. C'est celle qui nous permettra de mieux maîtriser la zone sud, évidemment d'accéder à la demande légitime de toutes les familles qui ont été déplacées du nord d'Israël et qui veulent revenir chez elles, mais de le faire dans un cadre concerté avec des garanties, et aussi dans un cadre international. Et donc, nous poursuivons les échanges et nous sommes prêts, à nouveau, à appeler à une réunion du Conseil de sécurité pour formaliser cela.

Journaliste

Merci. Pour M. TRUDEAU et M. MACRON, c'est similaire à la question de mon collègue français. Maintenant que NETANYAHOU a refusé cette proposition de 21 jours, quelles mesures pouvez-vous mettre en place et à quel moment allez-vous activer un plan d'évacuation pour retirer nos citoyens du Liban ?

Emmanuel MACRON

Merci pour la question. Moi aussi, j'aimerais réitérer le fait que la France est épaulée à épauler avec le Liban dans cette situation. Il n'y a aucune raison de faire face à autant d'attaques et voir autant de victimes civiles. C'est la raison pour laquelle nous avons mis en place cette proposition en collaboration avec les États-Unis, négociée avec les deux parties. Nous ne nous arrêterons pas là. Je ne crois pas que les premiers commentaires soient définitifs, les premiers commentaires d'Israël. Nous allons les encourager à s'engager et à mettre en place un cessez-le-feu pendant 21 jours, puisque c'est une occasion unique d'aller de l'avant de façon diplomatique afin d'assurer la sécurité des gens des deux côtés de la frontière. Ce que nous ferons, c'est de poursuivre le travail acharné avec les États-Unis auprès d'Israël et de nos partenaires afin d'avoir les meilleures garanties et le meilleur accord. Nous demandons aussi une nouvelle réunion du Conseil de sécurité afin de soulever cette question et augmenter la pression afin de mettre en place ce cessez-le-feu.

Journaliste

Bonjour. Monsieur le Président, ma question s'adresse à vous. Le meurtre de Philippine, 19 ans, suscite une émotion considérable en France. Votre ministre de l'Intérieur veut faire évoluer l'arsenal juridique. Est-ce que vous considérez qu'il y a une faille au niveau de la justice et est-ce que vous partagez son avis ? Et enfin, sur un tout autre sujet, Michel BARNIER était-il dans son rôle ? A-t-il fait une erreur lorsqu'il a appelé Marine LE PEN pour désavouer un autre membre de son Gouvernement, à savoir le ministre de l'Économie ?

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup. Écoutez, je ne répondrai pas à votre deuxième question parce que je pense que ce n'est pas mon rôle de le faire, et encore moins ici. La première question, je vais simplement y répondre en vous disant l'émotion de toute la nation et, je crois, de toutes les Françaises et de tous les Français devant ce crime odieux et atroce et la douleur de toute une famille qu'il faut respecter, accompagner. Évidemment, la justice fera son travail. Évidemment, les services de l'État feront le leur. Mais je serai avant tout et simplement dans l'expression de cette solidarité et de cette affection de la nation. Pour le reste, le Gouvernement fait son travail, chaque ministre dans ses compétences, et il faut chaque jour mieux protéger les Français, mais le faire, le faire et moins dire.

Journaliste

Bonjour. M. TRUDEAU, une question pour vous. François LEGAULT dit que l'immigration sera la question de l'urne aux prochaines élections fédérales. Il dit que vous l'avez échappé sur ce dossier. Qu'est-ce que vous auriez pu mieux faire ? Mais juste avant, dans un autre ordre d'idée, pour vous, M. MACRON, que se passerait-il avec le CETA ? Est-ce que sa mise en œuvre complète est en péril ? Et sur un autre sujet, la laïcité de l'État, votre ancien Premier ministre, Gabriel ATTAL, avait fait un plaidoyer assez vibrant au Québec pour la loi sur la laïcité de l'État québécoise. Est-ce que vous partagez son appui à la démarche québécoise ?

Emmanuel MACRON

Alors, la deuxième question. Moi, je ne m'immisce pas dans les débats hors de France, mais je compte sur nos amis québécois pour aider à expliquer le modèle français, déjà parce que je constate qu'il est souvent mal compris à travers le monde. Et le modèle de laïcité à la française n'est pas un modèle d'exclusion des religions. La laïcité, je le rappelle souvent en citant BRIAND, c'est une loi de liberté. C'est ce qui fait que peu m'importe votre religion, rien ne justifie de vous détourner des lois de la République, mais ce faisant, je vous permets de croire, de ne pas croire, etc. Mais citoyennes, citoyens, c'est l'espace dans lequel nous vivons. La France ne prétend pas imposer ce modèle à travers le monde. Elle entend simplement qu'il soit parfois mieux respecté quand les esprits s'échauffent. J'ai pu souvent lire ces dernières années, lorsque nous avons eu à connaître des moments où les esprits s'échauffaient, dans le monde anglo-saxon, beaucoup de critiques pour caricaturer, transformer ce qu'est la laïcité à la française. Voilà. Si elle inspire, je m'en félicite, mais chacun doit poursuivre son modèle de manière démocratique pour savoir comment on essaie de bien vivre, et c'est le fruit de nos histoires. Pour ce qui est du CETA, je veux vous rassurer, c'est un très bon accord et moi, je suis confiant.

Je vais vous dire pourquoi. D'abord, c'est un accord qui a été signé par mon prédécesseur, donc ça veut dire que les formations politiques qui le soutiennent sont d'accord. C'est eux qui l'ont signé. Ensuite, quand moi, j'ai été élu, il y a eu de longs débats en France, comme vous le savez. Je veux saluer vraiment l'engagement du Premier ministre TRUDEAU et de vos services, des ambassadrices et ambassadeurs successifs. On a fait un très gros travail, des rapports, un débat parlementaire exemplaire. Nous avons accepté la mise en œuvre provisoire qui est quasi totale, comme vous le savez aujourd'hui, avec un vote positif de l'Assemblée sur la base d'un très grand travail qui donne beaucoup de visibilité, avec des standards environnementaux inédits. Si quelqu'un est contre le CETA aujourd'hui, c'est quelqu'un qui ne veut plus jamais faire d'accords de commerce avec qui que ce soit parce qu'il est au meilleur standard de ce qu'on a ratifié. Ensuite, les esprits se sont échauffés, ce qui arrive dans la vie politique.

Mais j'invite ceux dont l'esprit s'est échauffé à regarder les chiffres, parce que beaucoup de gens ont dit : "Le CETA, ce n'est pas forcément [inaudible]." Mais comme vous le savez, il y a eu un vote ensuite au Sénat qui a été une alerte. Mais je suis convaincu que même ceux qui, à ce moment-là, ont voté, alors même que ça va revenir à l'Assemblée, regarderont la réalité. Et pour le secteur agricole français, c'est un bon accord. J'ai confiance dans l'esprit de raison et la lucidité de tous les dirigeants, où qu'ils soient, pour regarder les choses telles qu'elles sont. Voilà, donc je veux ici vous dire que moi, je soutiens de là où je suis le CETA, que je suis confiant que le chemin qui se poursuivra en France et en Europe permettra, en effet, l'adoption définitive. Maintenant, il y aura du débat démocratique et parlementaire. Je le respecte, il doit se tenir. Mais on a fait un très gros travail ensemble pour l'améliorer, pour le mettre aux meilleurs standards, et les rapports provisoires qu'on a eus et l'évaluation montrent que les craintes qui s'exprimaient en 2017 2018 ont été levées et que la réalité des chiffres montre que c'est un bon accord. Je ne peux pas mieux vous dire.